

Monsieur le Président,

Vendredi 7 juin 2019 la géographie revisitée du département nous a été présentée et le bilan est accablant : fermeture de 6 trésoreries qui vient alourdir les 19 fermetures antérieures, fusion de SIE, spécialisation des trésoreries...

Que reste-t-il de notre maillage territorial, la carte de l'hypothèse d'organisation des services de la DGFIP ne reflète absolument pas les implantations qui seront réellement présentes en 2022.

Vous nous avez présenté une concertation avec les élus... Il est indispensable qu'ils aient conscience que la mise en place des services de gestion comptable et la création de MSAP et de MFS et la création des conseillers des collectivités locales ne remplaceront en aucun cas les trésoreries. Notre administration se transforme en e-administration. Et pourtant l'affluence constatée lors de la dernière campagne d'information ne fait que conforter l'absolue nécessité de notre présence sur le territoire.

Les fusions de Services des impôts des entreprises et celles des PCE, grands absents à la lecture simple de la carte, vont une nouvelle fois éloigner les agents de leur lieu de travail, augmentant considérablement les risques sociaux professionnels.

Toutes ces transformations et restructurations incessantes sont anxiogènes pour les agents : elles sont trop nombreuses, trop rapides, mal préparées.

Les conséquences de ces mesures ne font qu'aggraver le travail quotidien des agents comme le montrait déjà l'observatoire interne 2018 :

- 76 % des agents ayant participé pensent que la DGFIP évolue dans le mauvais sens
- 69 % estiment que le rythme des réformes est trop rapide
- 68 % sont insatisfaits de la reconnaissance de leur travail.
- 59 % estiment travailler dans l'urgence
- 56 % sont insatisfaits de leur charge de travail et la trouvent trop importante.

En réponse à leurs inquiétudes, ce projet les jette sur les routes pour rejoindre une nouvelle affectation, dans des conditions matérielles douteuses (vous allez encore réduire la surface par agent).

Mais revenons à notre département, l'Essonne.

La déconcentration de proximité voulue par le Ministre n'a d'autre but que de saborder une administration qui fonctionne, qui est utile à tous (élus, contribuables). L'argument selon lequel ce projet est l'avenir de la DGFIP n'est qu'un jeu de bonneteau où l'on veut nous faire croire que les Services de Gestion Comptable sont des trésoreries, que l'accueil en MSP, MSF vaudra celui des trésoreries et des SIP.

Finalement, l'épisode Gilets Jaunes n'est qu'un épiphénomène sur lequel on s'assoit. L'autisme gouvernemental est la conséquence de la certitude des élus nationaux de détenir la vérité.

Où voit-on dans ce projet la situation des effectifs ?

Quel sera le recrutement de la DGFIP dans les années à venir ?

Quelles sont les perspectives de promotions futures ?

Quelle est la place laissée à la négociation ?

Ce pseudo projet se fait au détriment des personnels et des administrés, par un tour de passe passe.

Aujourd'hui, nous vous demandons d'abandonner ce projet de DGFIP low cost, de ne pas cautionner la déconcentration de proximité voulue par le Ministre.

Les élus FO DGFIP 91